

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 DÉCEMBRE 1919.

**Proposition de loi relative à la rémunération et à la dotation
des anciens combattants.**

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La proposition de loi, que nous avons l'honneur de déposer, d'accord avec la Fédération flamande des Anciens Combattants, a pour but d'assurer l'accomplissement du devoir de reconnaissance du pays envers l'armée, et ce par un premier et important acte en faveur de tous les anciens combattants.

Durant les jours de combat et de sacrifice, le Gouvernement et l'autorité militaire n'ont cessé d'affirmer aux soldats que cette reconnaissance de leurs compatriotes serait la récompense de leur endurance et de leur héroïsme. Dans les discours officiels, on a toujours fait un vibrant éloge des soldats. Et, tout en ne précisant pas, les Ministres ont fait des déclarations pleines de promesses, dont le ton était très catégorique.

De grandes désillusions ont, depuis l'armistice, rempli d'amertume l'âme des anciens combattants. On les a richement payés en paroles, mais des avantages réels ne leur ont guère été accordés.

Il est pourtant incontestable que ceux qui, pendant plus de quatre années pénibles, ont fait de leur poitrine le rempart de la fortune commune, sont qualifiés pour en revendiquer une part équitable. On aurait une bien maigre idée de la générosité de notre peuple si l'on croyait qu'il est disposé à lésiner dans l'espèce; ce serait lui faire injure de lui prêter de semblables dispositions.

En insistant auprès du Parlement pour qu'il vote sans retard la présente proposition, nos anciens combattants demandent toutefois plus qu'une récompense.

Pendant leur vie de guerre, ils ont senti s'éveiller en eux des forces quasi nouvelles et insoupçonnées, qui sommeillaient au fond de leurs âmes vigoureuses. La présence journalière du danger, le contact des nations et peuples étrangers, les rapports avec les soldats alliés appartenant aux pays les plus éloignés et les plus divers, ont élargi leur horizon, ont affiné leur esprit, leur ont donné une énergie qui ont fait d'eux des hommes nouveaux.

Cette énergie, cette confiance en eux-mêmes peuvent et doivent devenir un facteur de la plus haute importance dans l'œuvre de la reconstitution du pays. Et si les anciens soldats attendent avec tant d'impatience les sommes que nous proposons de leur allouer, ce n'est pas parce qu'ils se laissent guider uniquement par l'intérêt personnel, c'est bien plus parce qu'ils sont pénétrés de ce sentiment plus noble et plus élevé qu'ils disposent d'une force qu'il suffira de soutenir et d'aider au début pour qu'elle soit mise tout entière au service du pays. Il s'agit ici bien moins d'une récompense que d'un placement, dont le pays recueillera au décuple les fruits et le bénéfice.

C'est avec un sentiment de mécontentement légitime que les anciens combattants établissent un parallèle entre leur saine et forte jeunesse, paralysée par l'absence ou l'insuffisance d'un capital initial, et l'activité facile et rémunérative de tant d'individus qui, en pays occupé ou à l'étranger, ont profité de la misère générale pour réaliser de scandaleuses fortunes.

Après l'armistice, nos combattants sont restés sous les armes pendant des mois. Entretemps, d'autres s'emparaient de toutes les positions lucratives. Les anciens combattants pouvaient se contenter des restes et continuer à vivre dans une infériorité humiliante.

Abus autrement grave : en mainte commune, surtout dans les communes rurales, ils furent écartés systématiquement des emplois ; on n'en tint nullement compte lors des nominations, et les places furent attribuées à des gens qui, complices ou témoins de tripotages peu réconfortants dans les opérations de ravitaillement ou autres, étaient redoutés de certaines autorités ou personnes influentes. Nous n'entendons nullement généraliser, mais les exemples abondent, et les abus sont d'autant plus difficiles à prévenir que les preuves judiciaires ne peuvent être produites.

Notre proposition de loi a pour but de faciliter aux anciens combattants l'entrée dans les carrières civiles ; nous avons en effet la ferme conviction qu'elle permettra à beaucoup de forces vives du pays, qui actuellement ne peuvent prendre leur essor, de conquérir dans la société les situations auxquelles ils peuvent prétendre à juste titre.

C'est pour ce motif que, déférant à leur désir formel, nous proposons de mettre à leur disposition un certain capital, non pas comme pension, mais comme valeur immédiatement disponible et facilement réalisable en espèces, qui leur rende possible l'accès d'une entreprise ou d'une profession.

Quant au fond, personne n'estimera que la pension que nous proposons pour les parents, les veuves, orphelins ou membres de la famille de soldats tués, est exagérée. De nombreuses familles, dont le chef ou le soutien a perdu la vie au service de la patrie, se trouvent, quatorze mois après

l'armistice, dans une misère qui nous déshonore et à laquelle il faut remédier d'urgence.

En ce qui concerne l'indemnité aux différentes catégories d'anciens combattants, elle n'atteint pas 7 francs par jour de service de campagne pour les plus favorisés; pour les autres, elle ne s'élève qu'à la moitié. N'insistons pas sur le fait que les indemnités, si elles étaient insuffisantes, seraient en même temps inopérantes; bornons-nous à dire qu'on ne peut prétendre qu'il est exagéré de réclamer 200 francs par mois de service de campagne.

Sans doute, notre proposition imposera à l'État des charges importantes, au moment où le pays se débat manifestement dans de grandes difficultés financières. Les anciens combattants ne le perdent pas de vue, mais ils insistent à juste titre sur le fait que ce qui est proposé, c'est uniquement un déplacement de richesses au sein de la communauté, et non pas un gaspillage ou un anéantissement. La plus grande partie de la dette de guerre — la question des gaspillages mise à part — provient de dépenses nécessaires, inévitables, mais qui toutes ont abouti cependant à une destruction complète de richesses. Or, si la guerre avait duré encore pendant quelques semaines, il en serait résulté une nouvelle destruction de richesses bien plus considérable que le déplacement que demande notre proposition. Et alors que le pays aurait dû supporter ces nouvelles charges de guerre, on ne peut pas attendre des anciens combattants qu'ils s'inclinent de bonne grâce, quand on prétendrait présenter comme insurmontables les difficultés d'ordre budgétaire qui s'opposeraient à la réalisation de leurs revendications si modérées.

Nous sommes convaincus que la Chambre se fera un honneur et un devoir de donner, au nom du pays reconnaissant, cette juste satisfaction à nos anciens combattants.

H. BORGINON.

(4)

Wetsvoorstel tot vergoeding en begiftiging van de oud-strijders.

EERSTE ARTIKEL.

Aan alle militairen, die tusschen 28 Juli 1914 en 11 November 1918 deel uitgemaakt hebben van het leger, wordt eene som toegekend van 100 frank voor iedere maand dienst en eene gelijke som voor iedere maand frontdienst.

ART. 2.

Worden insgelijks gerekend als hebbende hunnen dienst op 't front gedaan :

a) Frontsoldaten wegens verwondingen of ziekte naar de achterlinie toegezonden ;

b) De militairen behoorende tot de oudere klassen die in den loop van 1915 en later van het front teruggetrokken zijn geworden ;

c) Het personeel van den gezondheidsdienst, verpleegsters inbegrepen, voor den tijd doorgebracht in sanitaire inrichtingen voor besmettelijke ziekten ;

d) De krijgsgevangenen op het IJzerfront gevangengenomen na 17 October 1914 ;

e) De krijgsgevangenen in België, Rusland of Afrika genomen in naderhand te bepalen krijgsverrichtingen ;

f) Krijgsgevangenen of geïnterneerden die, zonder te behoren tot eene van de categorieën voorzien bij d en e van dit artikel, aan een bijzonder strenge behandeling werden onderworpen.

Proposition de loi relative à la rémunération et à la dotation des anciens combattants.

ARTICLE PREMIER.

Il est alloué à tous les militaires, qui ont fait partie de l'armée entre le 28 juillet 1914 et le 11 novembre 1918, une indemnité de 100 francs pour chaque mois de service et une somme équivalente pour chaque mois de service au front.

ART. 2.

Sont considérés également comme ayant fait leur service au front :

a) Les soldats du front renvoyés à l'arrière pour motifs de blessures ou de maladies ;

b) Les militaires appartenant aux anciennes classes qui ont été retirées du front dans le cours de l'année 1915 et ultérieurement ;

c) Le personnel du service de santé, y compris les infirmières, à raison du temps passé dans des établissements sanitaires pour maladies contagieuses ;

d) Les prisonniers de guerre capturés au front de l'Yser après le 17 octobre 1914 ;

e) Les prisonniers de guerre capturés en Belgique, en Russie ou en Afrique dans des opérations militaires à déterminer ultérieurement ;

f) Les prisonniers de guerre ou les internés qui, sans appartenir à une des catégories prévues aux alinéas d et e du présent article, ont été soumis à un traitement particulièrement dur.

ART. 3.

Militairen, die tot een jongere klas dan die van 1904 behoorden en, zonder ongeschikt voor den velddienst erkend te zijn geworden, op de achterlinie bleven, hebben geen recht op de toewijzingen waarvan sprake in deze wet.

ART. 4.

Eene Regeeringscommissie, samengesteld uit vertegenwoordigers van de Regeering en de Oud-Strijdersverenigingen, zal belast worden met de bepaling van wat moet aangezien worden als frontdienst, of welke krijgsverrichtingen of behandeling in gevangenen- of interneringskampen daarmede gelijk te stellen zijn. Zij zal eveneens toezicht houden over de wijze waarop de korpsoversten aan ieder rechthebbende de sommen, door deze wet voorzien, toekennen.

ART. 5.

Aan de weduwen van gesneuvelde soldaten wordt een pensioen toegekend van 1,800 frank 's jaars, vervallend bij een nieuw huwelijk. Er wordt haar bovendien, jaarlijks, de interest tegen 5 t. h. uitgekeerd van de hoogste som die een oud-strijder krachtens deze wet kan bekomen.

ART. 6.

Aan de weezen van gesneuvelde soldaten wordt tot hun 18 jaar een steungeld toegekend van 600 frank 's jaars.

ART. 7.

Aan de ouders, bij gebrek aan weduwe of weezen, of bij gebrek aan

ART. 3.

Les militaires qui appartenaient à une classe postérieure à celle de 1904 et qui sont restés à l'arrière sans avoir été reconnus inaptes au service de campagne, n'ont pas droit aux avantages visés dans la présente loi.

ART. 4.

Une commission officielle, composée de délégués du Gouvernement et des fédérations des anciens combattants, sera chargée de déterminer ce qu'il faut considérer comme service au front, et quelles opérations militaires ou quel traitement dans les camps de prisonniers ou d'internés doivent y être assimilés. Elle surveillera en même temps de quelle manière les sommes, prévues par la présente loi, sont attribuées aux bénéficiaires par les chefs de corps.

ART. 5.

Il est alloué aux veuves des soldats tués une pension annuelle de 1.800 francs; cette pension prend fin en cas de remariage. En outre, il leur sera payé chaque année l'intérêt, à 5 %, de la somme la plus élevée à laquelle un ancien combattant aura droit en vertu de la présente loi.

ART. 6.

Il est alloué aux orphelins des soldats tués une indemnité annuelle de 600 francs, jusqu'à l'âge de 18 ans.

ART. 7.

Une pension annuelle de 900 francs est accordée, dans chaque ligne, aux

ouders, aan de grootouders, wordt een pensioen toegekend van 900 frank 's jaars voor iedere linie.

ART. 8.

Bij gebrek aan bloedverwanten vallende onder de toepassing van de artikelen 5, 6 en 7 wordt, in geval van kostwinnerschap van den gesneuvelde, aan broeders en zusters tot hun 18 jaar een steungeld van 600 frank 's jaars toegekend.

ART. 9.

Binnen eene maand na de beslissing van den korpsoverste of de uitspraak der commissie ingesteld bij artikel 4 zal aan de rechthebbenden door het toedoen van den Minister van Financiën een titel van het bedrag der hun toegekende sommen ter hand gesteld worden. De titel vermeldt de voorwaarden, door de uitspraak en de wet gesteld voor de uitbetaling.

ART. 10.

De betaling geschiedt als volgt :

1° Bij de aflevering van den titel, een vierde van het totaal bedrag, behoudens afrekening van de verschillende reeds bedaalde vergoedingen;

2° Het overige bedrag in tien gelijke jaarlijksche afkortingen.

ART. 11.

Voor bijzondere gevallen, waar het onmiddellijk beschikken over een zeker kapitaal van groot belang zou wezen voor den rechthebbende, kunnen grotere voorschotten volgens advies van de commissie toegekend worden.

parents, à défaut de veuve ou d'orphelins, ou aux grands-parents à défaut de parents.

ART. 8.

A défaut de parents tombant sous l'application des articles 5, 6 et 7, il est alloué aux frères et sœurs, si le soldat tué était soutien de famille, une indemnité annuelle de 600 francs jusqu'à l'âge de 18 ans.

ART. 9.

Dans le mois de la décision du chef de corps ou de celle de la commission instituée en vertu de l'article 4, un titre de la valeur des sommes allouées sera remis aux bénéficiaires par les soins du Ministre des Finances. Ce titre indique les conditions de paiement établies par la décision et la loi.

ART. 10.

Le paiement se fera comme il suit :

1° Un quart de la somme totale, sous déduction des différentes indemnités déjà payées, sera versé au moment de la remise du titre;

2° Le surplus sera payé en dix versements annuels d'un même import.

ART. 11.

Des avances plus importantes peuvent être accordées, la commission entendue, dans des cas particuliers, où le bénéficiaire a un grand intérêt à pouvoir disposer immédiatement d'un certain capital.

ART. 12.

Alle toegekende gelden brengen een kroos op van 5 % te rekenen van 1 Januari 1920.

ART. 13.

De titel is op naam; de schuldvordering, welke deze titel vertegenwoordigt, kan slechts afgestaan of in pand gegeven worden op de hierna bepaalde wijzen.

ART. 14.

Is van geener kracht elk beslag op de schuldvordering krachtens deze wet toegekend, tenzij wegens schulden na 11 November 1918 ontstaan.

ART. 15.

De afstand kan aan derden slechts tegengesteld worden en het pand is slechts geldig gevestigd, wanneer de voorwaarden en de vormen zijn in acht genomen zooals die door de artikelen 1689 en volgende, alsmede door de artikelen 2071 en volgende van het Burgerlijk Wetboek onderscheidenlijk zijn voorgeschreven voor den afstand en voor de inpandgeving van de schuldvorderingen en andere onlichamelijke rechten.

ART. 16.

De betéekeningen of authentieke aannemingen, voorzien bij de artikelen 1690 en 2075, worden aan den Staat gedaan of door dezen verschaft door bemiddeling van het hoofdbureel voor afstand en inpandgeving der schuldvorderingen wegens herstel van oorlogsschade.

ART. 12.

Toutes les sommes allouées sont productives d'un intérêt de 5 % à partir du 1^{er} janvier 1920.

ART. 13.

Le titre est nominatif; la créance, qui en fait l'objet, ne peut être cédée ni mise en gage que dans les conditions ci-après.

ART. 14.

Sont inopérantes toutes saisies des créances attribuées en vertu de la présente loi, sauf pour dettes contractées après le 11 novembre 1918.

ART. 15.

La cession n'est opposable aux tiers et le gage n'est valablement constitué que moyennant l'accomplissement des conditions et des formes exigées respectivement par les articles 1689 et suivants et par les articles 2071 et suivants du Code civil pour la cession et pour la mise en gage des créances et autres droits incorporels.

ART. 16.

Les significations ou acceptations authentiques prévues aux articles 1690 et 2075 seront faites à l'État ou fournies par celui-ci à l'intervention du bureau central des cessions et nantissements pour les créances de réparation des dommages de guerre.

Deze beteekeningen kunnen vervangen worden door de vermelding van den afstand of de in pandgeving, op den overeenkomstig artikel 9 afgeleverden titel, door het hoofd van dit bureel ingeschreven.

ART. 17.

De akten van afstand en in pandgeving, evenals de beteekeningen, de aannemingen en de vermeldingen voorzien bij vorig artikel, zijn vrij van zegel en worden kosteloos geregistreerd.

ART. 18.

Het hoofdbureel voor afstand en in pandgeving der schuldvorderingen wegens herstel van oorlogsschade is belast met denzelfden dienst voor de toelagen verleend krachtens deze wet.

Ces significations peuvent être remplacées par la mention de la cession ou du gage, inscrite par le chef de ce bureau sur le titre délivré conformément à l'article 9.

ART. 17.

Les actes de cession et de gage, ainsi que les significations, les acceptations et les mentions prévues à l'article précédent, sont exempts de timbre et enregistrés gratis.

ART. 18.

Le bureau central des cessions et nantissements pour les créances de réparation des dommages de guerre est chargé du même service pour les allocations accordées en vertu de la présente loi.

H. BORGINON.

A. DEBEUCKELAERE.

G. DECLERCQ.

B. MAES.

L. VAN OPDENBOSCH.

(11)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 DECEMBER 1919.

Wetsvoorstel tot vergoeding en begiftiging van de oud-strijders.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel, dat wij in overleg met den Vlaamschen Oud-Strijdersbond de eer hebben in te dienen, strekt tot de vervulling, door een eerste, belangrijke daad ten bate van alle oud-strijders, van den plicht van het land tot dankbaarheid tegenover het leger.

In de dagen van strijd en bloedoffers, hebben Regeering en legeroverheid met klem deze erkentelijkheid van hunne landgenooten aan de soldaten voorgehouden als de belooning van hun standvastigheid en heldenmoed. Officieele redevoeeringen zijn altijd uiterst kwistig geweest waar het er op aankwam de soldaten uitbundigen lof toe te zwaaien. En alhoewel alle duidelijke bepaling achterwege bleef, vielen uit ministerieelen mond belovende verklaringen, waarin een zeer stellige toon klonk.

Groote ontgoochelingen hebben sedert den wapenstilstand het gemoed van de oud-strijders vergald. Met woorden werden zij rijkelijk begunstigd, maar tastbare voordeelen bleven zoo goed als uit.

Nochtans valt het niet te loochenen, dat zij, die met hun borst het gemeenschappelijk bezit beschutten, meer dan vier pijnlijke jaren lang, met recht en reden aanspraak maken op een behoorlijk aandeel ervan. Een kleine dunk van de edelmoedigheid onzer bevolking zou blijken uit de houding van hen, die betwijfelen of zij dit beaamt, en deze geringschatting verdient ons volk niet.

Meer nochtans dan een belooning wordt door onze oud-strijders beoogd, wanneer zij met klem bij de wetgeving aandringen op de onverwijld aanneming van dit voorstel.

Gedurende hun oorlogsleven hebben zij in zich als 't ware nieuwe, onbekende krachten voelen wakker worden, die sluimerden op den bodem van hun sterke zielen. Het dagelijks omspringen met het gevaar, de aanraking met vreemde landen en bevolkingen, met verbonden soldaten uit de meest verscheidene en afgelegen gewesten, hebben hun gezichtseinder verruimd, hun inzicht verscherpt, hun een durf ingestort, die hen tot nieuwe menschen deden rijpen.

Deze energie, dit zelfvertrouwen kunnen en moeten een factor van het hoogste belang worden in de herstelling van het land. En wanneer de gewezen soldaten nu met zulk verlangen uitzien naar de sommen die wij voorstellen hun toe te kennen, dan is het geen louter zelfzucht, maar veel meer het edeler en dieper besef, dat zij beschikken over een kracht, die alleen behoefte heeft aan tegemoetkoming en steun in den aanvang, om ten volle dienstig gemaakt te worden aan het land. Meer nog dan een belooning geldt het hier een inzet, waarvan het land tienvoudig de vruchten, de opbrengst zal oogsten.

Met een gevoel van gewettigde verbittering vergelijken de oud-strijders hun gave, veerkrachtige jeugd, door gemis of tekort aan kapitaal-inzet verlamd, met de gemakkelijke, winstgevende bedrijvigheid van zoo velen die, in het bezet gebied of in den vreemde, van den algemeenen nood gebruik maakten om weerzinwekkende fortuinen op te bouwen.

Na den wapenstilstand bleven zij maanden onder de wapens. Intusschen werden alle voordeelige, winstgevende plaatsen door anderen weggekaapt. De oud-strijders konden met het overschot tevreden zijn en voortsukkelen in vernederende ondergeschiktheid.

Meer nog, en ergerlijker misbruik : in menige, vooral landelijke gemeente werden zij stelselmatig geweerd uit ambten, bij benoemingen over 't hoofd gezien, welke ten prooi vielen aan lieden die als medeplichtigen of getuigen van onverkwikkelijk geschacher met de bevoorrading of anderszins door sommige overheden of gezaghebbende personen geducht werden. Verre van ons te veralgemeenen, maar er zijn voorbeelden bij de vleet, des te moeilijker om te beletten daar rechterlijke bewijzen ontbreken.

Met dit wetsvoorstel wenschen wij de oud-strijders een voet in den zadel te geven, stellig overtuigd dat zeer velen van 's Lands meest frissche krachten, die nu hun vlucht niet kunnen nemen, erdoor in de mogelijkheid zullen zijn gesteld om in de samenleving de hun wettig toekomstige plaatsen te veroveren.

Daarom is het, dat wij, gehoor gevende aan hun uitdrukkelijk verlangen, voorstellen, hun een bedrag ter beschikking te stellen, niet onder vorm van pensioen, maar als onmiddellijk beschikbare, gemakkelijk in klinkende munt om te zetten som, die hun toelaat een onderneming of bedrijf te beginnen.

Wat de bijzonderheden betreft, zal niemand oordeelen dat het jaargeld, dat wij voorstellen voor de ouders, weduwen, weezen of familieleden van gesneuvelde soldaten, te hoog aangerekend is. Vele gezinnen, waarvan het

hoofd of de kostwinner het leven liet in den dienst van het vaderland, verkeeren, veertien maand na den wapenstilstand, in een ellende die ons tot schande strekt, en waaraan het hoogdringend is een einde te stellen.

Wat de vergoeding aan de onderscheidene categorieën van oud-strijders betreft, deze bedraagt voor de meest begunstigten geen zeven frank voor iederen dag velddienst: voor de anderen, slechts de helft. Daargelaten dat de toekenningen, indien zij onvoldoende zijn, tevens ondoelmatig zouden bevonden worden, gaat het niet op, staande te houden dat tweehonderd frank per maand velddienst een overdreven eisch is.

Ons voorstel zal nochtans ongetwijfeld den Staat tot zware uitgaven verplichten, op een uur dat het land klaarblijkelijk in groote geldelijke moeilijkheden verkeert. De oud-strijders verliezen dat uit het oog niet. Maar zij leggen den nadruk, en terecht, op het feit dat hier alleen een verschuiving van rijkdommen in den schoot van de gemeenschap wordt voorgesteld, niet een verkwisting, een vernietiging. Het grootste bedrag van de oorlogsschuld werd — de vraag omtrent nuttelooze verspilling terzijde gelaten — veroorzaakt door noodzakelijke, onvermijdelijke uitgaven, maar die toch alle voor gevolg hadden volstreekte vernietiging van rijkdommen. Welnu, had de oorlog enkele weken voortgeduurd, een verdere vernietiging van rijkdommen zou er uit gevolgd zijn, veel aanzienlijker in bedrag, dan de bloote verschuiving die hier wordt gevraagd. En, waar het land wel degelijk zou verplicht geweest zijn die verdere lasten van oorlogvoeren te dragen, kan van de oud-strijders niet verwacht worden dat zij voor klinkende munt de beweringen aanvaarden als zouden de budgetaire bezwaren tegen het vervullen van hun zoo gematigde verlangens onoverkomelijk wezen.

Wij zijn overtuigd dat de Kamer het als een eer en een plicht zal aanzien, als tolk van een dankbaar land, deze rechtmatige voldoening te geven aan onze oud-strijders.

H. BORGINON.

(4)

Wetsvoorstel tot vergoeding en begiftiging van de oud-strijders.

EERSTE ARTIKEL.

Aan alle militairen, die tusschen 28 Juli 1914 en 11 November 1918 deel uitgemaakt hebben van het leger, wordt eene som toegekend van 100 frank voor iedere maand dienst en eene gelijke som voor iedere maand frontdienst.

ART. 2.

Worden insgelijks gerekend als hebbende hunnen dienst op 't front gedaan :

a) Frontsoldaten wegens verwondingen of ziekte naar de achterlinië toegezonden ;

b) De militairen behoorende tot de oudere klassen die in den loop van 1915 en later van het front teruggetrokken zijn geworden ;

c) Het personeel van den gezondheidsdienst, verpleegsters inbegrepen, voor den tijd doorgebracht in sanitaire inrichtingen voor besmettelijke ziekten ;

d) De krijgsgevangenen op het IJzerfront gevangengenomen na 17 October 1914 ;

e) De krijgsgevangenen in België, Rusland of Afrika genomen in naderhand te bepalen krijgsverrichtingen ;

f) Krijgsgevangenen of geïnterneerden die, zonder te behooren tot eene van de categorieën voorzien bij d en e van dit artikel, aan een bijzonder strenge behandeling werden onderworpen.

Proposition de loi relative à la rémunération et à la dotation des anciens combattants.

ARTICLE PREMIER.

Il est alloué à tous les militaires, qui ont fait partie de l'armée entre le 28 juillet 1914 et le 11 novembre 1918, une indemnité de 100 francs pour chaque mois de service et une somme équivalente pour chaque mois de service au front.

ART. 2.

Sont considérés également comme ayant fait leur service au front :

a) Les soldats du front renvoyés à l'arrière pour motifs de blessures ou de maladies ;

b) Les militaires appartenant aux anciennes classes qui ont été retirées du front dans le cours de l'année 1915 et ultérieurement ;

c) Le personnel du service de santé, y compris les infirmières, à raison du temps passé dans des établissements sanitaires pour maladies contagieuses ;

d) Les prisonniers de guerre capturés au front de l'Yser après le 17 octobre 1914 ;

e) Les prisonniers de guerre capturés en Belgique, en Russie ou en Afrique dans des opérations militaires à déterminer ultérieurement ;

f) Les prisonniers de guerre ou les internés qui, sans appartenir à une des catégories prévues aux alinéas d et e du présent article, ont été soumis à un traitement particulièrement dur.

ART. 3.

Militairen, die tot een jongere klas dan die van 1904 behoorden en, zonder ongeschikt voor den velddienst erkend te zijn geworden, op de achterlinie bleven, hebben geen recht op de toewijzingen waarvan sprake in deze wet.

ART. 4.

Eene Regeeringscommissie, samengesteld uit vertegenwoordigers van de Regeering en de Oud-Strijdersverenigingen, zal belast worden met de bepaling van wat moet aangezien worden als frontdienst, of welke krijgsverrichtingen of behandeling in gevangenen- of interneringskampen daarmede gelijk te stellen zijn. Zij zal eveneens toezicht houden over de wijze waarop de korpsoversten aan ieder rechthebbende de sommen, door deze wet voorzien, toekennen.

ART. 5.

Aan de weduwen van gesneuvelde soldaten wordt een pensioen toegekend van 1,800 frank 's jaars, vervallend bij een nieuw huwelijk. Er wordt haar bovendien, jaarlijks, de interest tegen 5 t. h. uitgekeerd van de hoogste som die een oud-strijder krachtens deze wet kan bekomen.

ART. 6.

Aan de weezen van gesneuvelde soldaten wordt tot hun 18 jaar een steungeld toegekend van 600 frank 's jaars.

ART. 7.

Aan de ouders, bij gebrek aan weduwe of weezen, of bij gebrek aan

ART. 3.

Les militaires qui appartenaient à une classe postérieure à celle de 1904 et qui sont restés à l'arrière sans avoir été reconnus inaptes au service de campagne, n'ont pas droit aux avantages visés dans la présente loi.

ART. 4.

Une commission officielle, composée de délégués du Gouvernement et des fédérations des anciens combattants, sera chargée de déterminer ce qu'il faut considérer comme service au front, et quelles opérations militaires ou quel traitement dans les camps de prisonniers ou d'internés doivent y être assimilés. Elle surveillera en même temps de quelle manière les sommes, prévues par la présente loi, sont attribuées aux bénéficiaires par les chefs de corps.

ART. 5.

Il est alloué aux veuves des soldats tués une pension annuelle de 1.800 francs; cette pension prend fin en cas de remariage. En outre, il leur sera payé chaque année l'intérêt, à 5 %, de la somme la plus élevée à laquelle un ancien combattant aura droit en vertu de la présente loi.

ART. 6.

Il est alloué aux orphelins des soldats tués une indemnité annuelle de 600 francs, jusqu'à l'âge de 18 ans.

ART. 7.

Une pension annuelle de 900 francs est accordée, dans chaque ligne, aux

ouders, aan de grootouders, wordt een pensioen toegekend van 900 frank 's jaars vóór iedere linie.

ART. 8.

Bij gebrek aan bloedverwanten vallende onder de toepassing van de artikelen 5, 6 en 7 wordt, in geval van kostwinnerschap van den gesneuvelde, aan broeders en zusters tot hun 18 jaar een steungeld van 600 frank 's jaars toegekend.

ART. 9.

Binnen eene maand na de beslissing van den korpsoverste of de uitspraak der commissie ingesteld bij artikel 4 zal aan de rechthebbenden door het toedoen van den Minister van Financiën een titel van het bedrag der hun toegekende sommen ter hand gesteld worden. De titel vermeldt de voorwaarden, door de uitspraak en de wet gesteld voor de uitbetaling.

ART. 10.

De betaling geschiedt als volgt :

1° Bij de aflevering van den titel, een vierde van het totaal bedrag, behoudens afrekening van de verschillende reeds bedaalde vergoedingen;

2° Het overige bedrag in tien gelijke jaarlijksche afkortingen.

ART. 11.

Voor bijzondere gevallen, waar het onmiddellijk beschikken over een zeker kapitaal van groot belang zou wezen voor den rechthebbende, kunnen groo-tere voorschotten volgens advies van de commissie toegekend worden.

parents, à défaut de veuve ou d'orphelins, ou aux grands-parents à défaut de parents.

ART. 8.

A défaut de parents tombant sous l'application des articles 5, 6 et 7, il est alloué aux frères et sœurs, si le soldat tué était soutien de famille, une indemnité annuelle de 600 francs jusqu'à l'âge de 18 ans.

ART. 9.

Dans le mois de la décision du chef de corps ou de celle de la commission instituée en vertu de l'article 4, un titre de la valeur des sommes allouées sera remis aux bénéficiaires par les soins du Ministre des Finances. Ce titre indique les conditions de paiement établies par la décision et la loi.

ART. 10.

Le paiement se fera comme il suit :

1° Un quart de la somme totale, sous déduction des différentes indemnités déjà payées, sera versé au moment de la remise du titre;

2° Le surplus sera payé en dix versements annuels d'un même impôt.

ART. 11.

Des avances plus importantes peuvent être accordées, la commission entendue, dans des cas particuliers, où le bénéficiaire a un grand intérêt à pouvoir disposer immédiatement d'un certain capital.

ART. 12.

Alle toegekende gelden brengen een kroos op van 5 % te rekenen van 1 Januari 1920.

ART. 13.

De titel is op naam; de schuldvorde- ring, welke deze titel vertegenwoordigt, kan slechts afgestaan of in pand gegeven worden op de hierna bepaalde wijzen.

ART. 14.

Is van geener kracht elk beslag op de schuldvordering krachtens deze wet toegekend, tenzij wegens schulden na 11 November 1918 ontstaan.

ART. 15.

De afstand kan aan derden slechts tegengesteld worden en het pand is slechts geldig gevestigd, wanneer de voorwaarden en de vormen zijn in acht genomen zooals die door de artikelen 1689 en volgende, alsmede door de arti- kelen 2071 en volgende van het Burger- lijk Wetboek onderscheidenlijk zijn voorgeschreven voor den afstand en voor de inpandgeving van de schuldvorderin- gen en andere onlichamelijke rechten.

ART. 16.

De beteekeningen of authentieke aan- nemingen, voorzien bij de artikelen 1690 en 2075, worden aan den Staat gedaan of door dezen verschaft door bemiddeling van het hoofdbureel voor afstand en inpandgeving der schuldvor- deringen wegens herstel van oorlogs- schade.

ART. 12.

Toutes les sommes allouées sont productives d'un intérêt de 5 % à partir du 1^{er} janvier 1920.

ART. 13.

Le titre est nominatif; la créance, qui en fait l'objet, ne peut être cédée ni mise en gage que dans les conditions ci-après.

ART. 14.

Sont inopérantes toutes saisies des créances attribuées en vertu de la pré- sente loi, sauf pour dettes contractées après le 11 novembre 1918.

ART. 15.

La cession n'est opposable aux tiers et le gage n'est valablement constitué que moyennant l'accomplissement des conditions et des formes exigées respec- tivement par les articles 1689 et sui- vants et par les articles 2071 et suivants du Code civil pour la cession et pour la mise en gage des créances et autres droits incorporels.

ART. 16.

Les significations ou acceptations authentiques prévues aux articles 1690 et 2075 seront faites à l'État ou four- nies par celui-ci à l'intervention du bureau central des cessions et nantisse- ments pour les créances de réparation des dommages de guerre.

Deze beteekeningen kunnen vervangen worden door de vermelding van den afstand of de inpandgeving, op den overeenkomstig artikel 9 afgeleverden titel, door het hoofd van dit bureel ingeschreven.

ART. 17.

De akten van afstand en inpandgeving, evenals de beteekeningen, de aannemingen en de vermeldingen voorzien bij vorig artikel, zijn vrij van zegel en worden kosteloos geregistreerd.

ART. 18.

Het hoofdbureel voor afstand en inpandgeving der schuldvorderingen wegens herstel van oorlogsschade is belast met denzelfden dienst voor de toelagen verleend krachtens deze wet.

Ces significations peuvent être remplacées par la mention de la cession ou du gage, inscrite par le chef de ce bureau sur le titre délivré conformément à l'article 9.

ART. 17.

Les actes de cession et de gage, ainsi que les significations, les acceptations et les mentions prévues à l'article précédent, sont exempts de timbre et enregistrés gratis.

ART. 18.

Le bureau central des cessions et nantissements pour les créances de réparation des dommages de guerre est chargé du même service pour les allocations accordées en vertu de la présente loi.

H. BORGINON.

A. DEBEUCKELAERE.

G. DECLERCQ.

B. MAES.

L. VAN OPDENBOSCH.